



DOSSIER ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE PERONNE REALISATION DE TRAVAUX DE VOIRIES ET RESEAUX DIVERS

Sommaire

ARTICLE 1 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 2 : MAITRE D'ŒUVRE	3
ARTICLE 3 : OBJET DU MARCHE	3
ARTICLE 4 : PROCEDURE DE PASSATION	3
ARTICLE 5 : VARIANTES	3
ARTICLE 6 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	3
6.1 : Pièces particulières	3
6.2 : Pièces générales :	3
ARTICLE 7 : JUSTIFICATIFS A PRODUIRE	3
ARTICLE 8 : CONSTITUTION DES OFFRES	4
8.1 : Présentation des offres	4
8.2 : Conditions d'envoi et de remise des offres	4
ARTICLE 9 : DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES	4
ARTICLE 10 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	4
ARTICLE 11 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	5
ARTICLE 12 : CRITERE DE SELECTION DES CANDIDATS	5
ARTICLE 13 : JUGEMENT DES OFFRES	5
ARTICLE 14 : PROPOSITION DE PRIX	5
ARTICLE 15 : DELAI D'EXECUTION	5
ARTICLE 16 : PENALITES DE RETARD	5
ARTICLE 17 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	5
ARTICLE 18 : RETENUE DE GARANTIE	6
ARTICLE 19 : SOUS-TRAITANCE	6
ARTICLE 20 : RECEPTION DES TRAVAUX	6
ARTICLE 21 : ASSURANCE	6
ARTICLE 22 : RESILIATION DU MARCHE	7
ARTICLE 23 : DROIT, LANGUE ET MONNAIE	7
ARTICLE 24 : CLAUSES TECHNIQUES – GENERALITE	7
24.1 : Prise de connaissance du projet et des existants	7
24.2 : Protection des ouvrages existants	7
24.3 : Nettoyage du chantier - Evacuation des déchets	7
24.4 : Hygiène et sécurité du personnel intervenant	8
24.5 : Accès locaux, moyens mis à disposition – Installation de chantier	8
24.6 : Provenance et qualité des matières consommables et pièces de rechange	8
24.7 : Rendez-vous de chantier	9
24.8 : Documents à remettre à la fin des travaux	9
24.9 : Règlement, norme, procédé de pose	9
24.10 : Variations de prestation	9
ARTICLE 25 : CLAUSES TECHNIQUES – DESCRIPTIONS DES TRAVAUX	9
25.1 : Définition de l'opération	9
25.2 : Description des travaux	9
ARTICLE 26 : MEMOIRE TECHNIQUE	10
ARTICLE 27 : ANNEXES	10
ARTICLE 28 : PROCEDURES DE RECOURS	10

ARTICLE 1 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est :

Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme
7, allée du Bicêtre
BP 2606
80026 AMIENS Cedex 1

ARTICLE 2 : MAITRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre est :

Service Infrastructures du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme
7, allée du Bicêtre
BP 2606
80026 AMIENS Cedex 1

ARTICLE 3 : OBJET DU MARCHE

La présente consultation a pour objet la réalisation de travaux de Voiries et Réseaux Divers au Centre de Secours Principal à Péronne.

Les travaux consistent en :

- La réfection du parking visiteurs et des abords de la voirie.

ARTICLE 4 : PROCEDURE DE PASSATION

Le marché est passé selon la procédure adaptée conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics.

ARTICLE 5 : VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

ARTICLE 6 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

6.1 : Pièces particulières

- Le devis ou la proposition de prix établi par la soumissionnaire.
- Le présent dossier administratif et technique (DAT) et ses 5 annexes.
- Le mémoire technique établi par le soumissionnaire.

6.2 : Pièces générales :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Marchés Publics de travaux (CCAG-Travaux).
- Le code des marchés publics.

ARTICLE 7 : JUSTIFICATIFS A PRODUIRE

- Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés en la matière ; dans le cas contraire, fournir une déclaration sur l'honneur ;
- Un document relatif aux pouvoirs de la personne ou des personnes habilitées à engager la société ;

- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 43 du code des marchés publics concernant les interdictions de soumissionner ;
- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.

Les formulaires DC 1, 2, NOTI 1 et 2 sont acceptés et disponibles à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>

ARTICLE 8 : CONSTITUTION DES OFFRES

8.1 : Présentation des offres

Le dossier de consultation est remis gratuitement aux candidats. Il se compose du présent DAT et de 5 annexes.

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté contenant :

- Les pièces énumérées à l'article 7 « justificatifs à produire » du présent DAT.
- Le devis ou la proposition de prix **daté et signé**.
- Le présent Document Administratif et Technique (DAT) **paraphé, daté et signé**.
- Le mémoire technique décrit à l'article 26 du présent DAT.

8.2 : Conditions d'envoi et de remise des offres

L'enveloppe extérieure portera l'adresse et les mentions suivantes :

<p style="text-align: center;">SDIS de la Somme Groupement Logistique Service Infrastructures 7 Allée du Bicêtre – BP 2606 80026 AMIENS Cedex 1</p> <p style="text-align: center;">CENTRE DE SECOURS PRINCIPAL DE PERONNE - REALISATION DE TRAVAUX DE VOIRIES ET RESEAUX DIVERS</p> <p style="text-align: center;">Ne Pas Ouvrir</p>
--

Les offres devront être :

- soit transmises en recommandé avec accusé de réception,
- soit remises à l'adresse ci-dessus, contre récépissé.

ARTICLE 9 : DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES

La date et l'heure limite de réception des offres est fixée au **lundi 3 novembre 2014 à 12h**.

ARTICLE 10 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai pendant le lequel le soumissionnaire reste engagé par son offre est de 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 11 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus par demande écrite transmise **au plus tard huit jours avant la date limite de réception des offres** auprès du Groupement Logistique – Service Infrastructures – Madame VAQUEZ - 7 Allée du Bicêtre – BP 2606 - 80026 AMIENS Cedex 1 - Fax : 03.64.46.16.19 - valerie.vaquez@sdis80.fr

ARTICLE 12 : CRITERE DE SELECTION DES CANDIDATS

Conformité des candidatures au regard des justificatifs demandés à l'article 7 du présent document.

ARTICLE 13 : JUGEMENT DES OFFRES

Ce jugement sera effectué par le biais d'une notation sur la base des critères pondérés de la manière suivante :

- **Valeur technique** : 60% (La valeur technique sera jugée sur la base du mémoire technique, regroupant les informations telles que le délai d'exécution détaillé, les fiches techniques des matériaux et équipements employés, la description des modes opératoires, les moyens techniques et humains mis à disposition et toutes remarques pertinentes dans la compréhension de l'offre).
- **Prix** : 40%

ARTICLE 14 : PROPOSITION DE PRIX

Les soumissionnaires devront préciser obligatoirement leur proposition de prix HT et TTC dans leur devis.

Le marché est passé à prix ferme définitif, global et forfaitaire.

ARTICLE 15 : DELAI D'EXECUTION

Les travaux seront réalisés dans un délai de 2 mois à compter de la date d'effet de l'ordre de service délivré par le Maître d'Œuvre. Une période de préparation de 2 semaines est englobée dans le délai de travaux ci-dessus.

Un planning sera établi par le Maître d'Ouvrage et notifié au titulaire du marché dans un délai d'une semaine à compter de la date de notification du marché ; sans réponse dans la semaine suivante le planning sera considéré comme adopté.

Les délais impartis englobent le repliement des installations et la remise en état des lieux.

ARTICLE 16 : PENALITES DE RETARD

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG travaux, en cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des travaux, il est appliqué une pénalité journalière de 1/300ème du montant hors taxe de l'ensemble du marché.

Il sera appliqué une pénalité de 150 € aux entrepreneurs absents lors des rendez vous.

ARTICLE 17 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues aux articles 13 à 18 du CCAG Travaux.

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original et 2 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les noms et adresse du créancier,

- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement,
- le numéro du marché,
- la nature des prestations,
- le montant hors taxe des prestations réalisées,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total des prestations exécutées,
- la date de facturation.

Les factures devront parvenir à l'adresse suivante :

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SOMME
Groupeement Juridique et Financier - Service Finances
7 allée du Bicêtre – BP 2606
80 026 AMIENS Cedex 1

Les prestations seront payées par mandat administratif selon la réglementation en vigueur et un délai global de paiement de 30 jours.

ARTICLE 18 : RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie de 5 % sera appliquée sur chaque acompte et sur le solde dans les conditions fixées par la l'article 101 du code des marchés publics. Cette retenue de garantie pourra être remplacée par une garantie à première demande.

Le maître d'ouvrage n'accepte pas qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

En cas de réserves notifiées au titulaire du contrat et non levées avant la date d'expiration du délai de garantie, la retenue de garantie sera prolongée jusqu'à l'achèvement total des prestations que celles-ci soient assurées par l'entrepreneur ou qu'elles le soient d'office conformément à l'article 41.6 du CCAG travaux.

Il est également rappelé que la libération des suretés ne pourra se faire qu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux.

L'entreprise pourra présenter une caution couvrant les 5 % de la retenue de garantie.

ARTICLE 19 : SOUS-TRAITANCE

Le titulaire du marché pourra sous-traiter certaines parties de son marché conformément aux dispositions des articles 112 à 117 du Code des Marchés Publics.

ARTICLE 20 : RECEPTION DES TRAVAUX

La réception des travaux aura lieu suivant les stipulations de l'article 41 du CCAG Travaux.

ARTICLE 21 : ASSURANCE

Les entrepreneurs devront justifier par des assurances garantissant au titre de la responsabilité découlant des articles 1382 et 1384 du Code Civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle en cas d'accidents ou de dommages causés par leur exécution.

La garantie devra être suffisante et sera illimitée pour les dommages corporels.

ARTICLE 22 : RESILIATION DU MARCHE

Seules les stipulations des articles 46 et 48 du CCAG Travaux relatives à la résiliation du marché sont applicables.

ARTICLE 23 : DROIT, LANGUE ET MONNAIE

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

L'unité monétaire choisie pour le marché est l'euro.

Tous les documents, inscription du matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si les titulaires sont établis dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, ils factureront leurs prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 24 : CLAUSES TECHNIQUES – GENERALITE

24.1 : Prise de connaissance du projet et des existants

Par le seul fait de soumissionner, les entrepreneurs reconnaissent qu'ils ont une parfaite connaissance du projet. Ils doivent connaître, toutes les pièces contractuelles concernés par l'opération.

Les dimensions indiquées au présent document sont données à titre indicatif et non contractuel. Les entreprises sont réputées avoir, avant la remise de leurs offres, procédé sur le site au contrôle des dimensions des ouvrages.

Les entreprises devront signaler, le cas échéant, toute erreur ou omission qu'elles seraient à même de constater.

L'entrepreneur étant obligatoirement un technicien spécialiste du VRD, devra de lui-même pallier à toutes erreurs, contradictions, omissions, etc. et prévoir l'ensemble des travaux nécessaires à l'exécution des ouvrages.

Les entrepreneurs devront, avant remise de l'offre, avoir procédé sur le site à la reconnaissance des existants.

Les modalités de visite des lieux sont : rendez-vous par téléphone auprès M. CORROY, ou Mme VAQUEZ au 03.64.46.16.12.

24.2 : Protection des ouvrages existants

Lors de toute exécution de travaux, l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles pour assurer, dans tous les cas, la conservation sans dommages des ouvrages existants contigus ou situés à proximité. Et ce, pour les locaux utilisés pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement des matériaux et la sortie des gravois.

Les travaux de dépose et de démolition devront être réalisés avec soin pour éviter toutes dégradations aux ouvrages contigus conservés.

Les entrepreneurs auront à prendre toutes les mesures pour éviter la propagation de poussière dans les locaux non concernés par les travaux, par la mise en place de bâche....

Si les travaux nécessitent la mise en place de matériels de levage ou autres, les entreprises devront prendre toutes les dispositions pour ne pas causer de dégradations aux espaces plantés. En cas de désordre ils seront remis en état à leur charge. Avant tout déploiement de matériel encombrant ou d'accès de hauteur, les entreprises devront s'enquérir de la gêne occasionnée auprès du personnel en place.

24.3 : Nettoyage du chantier - Evacuation des déchets

L'entreprise est responsable du nettoyage et de l'enlèvement des déchets, objet de ses prestations.

Le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté et l'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions utiles à ce sujet.

Les déchets devront toujours être évacués hors du chantier, en décharge agréée, selon la législation en vigueur, au fur et à mesure et au minimum tous les soirs.

En fin de travaux, l'entrepreneur devra enlever ses installations de chantier, son matériel et ses matériaux en excédent, les gravois et déchets devront être évacués, les protections, étiquettes des équipements (signalisation, ...) mis en place seront supprimés. L'entrepreneur effectuera tous les nettoyages nécessaires dans les locaux touchés par les travaux, le passage des ouvriers, les approvisionnements et les enlèvements des gravois.

En tout état de cause, les locaux et les voiries seront rendus dans le même état de propreté que celui dans lequel ils se trouvaient au démarrage du chantier.
Dans le cas contraire, le Maître d'Œuvre fera procéder, aux frais de l'entrepreneur, aux nettoyages qui seront nécessaires.

24.4 : Hygiène et sécurité du personnel intervenant

Le titulaire devra adresser et faire approuver un Plan Particulier de Sécurité et de Prévention au SDIS de la Somme avant le début des travaux en double exemplaire.

Le titulaire est responsable de la sécurité de leur personnel et devra mettre à sa disposition tous les moyens adaptés aux travaux à réaliser, y compris les équipements de protection individuels et collectifs. Le site étant occupé, les modalités permettant de ne pas entraver les activités des Sapeurs Pompiers seront définies lors du rendez vous de chantier préparatoire.

Le personnel intervenant signalera au responsable du site toute anomalie importante susceptible d'entraîner des détériorations des installations ou de mettre en cause la sécurité, et les éventuels problèmes rencontrés lors de son intervention. L'entreprise sera responsable des éventuels dégâts occasionnés de par son fait et sera tenue d'en effectuer les réparations à ses frais.

24.5 : Accès locaux, moyens mis à disposition – Installation de chantier

- Parkings : L'entreprise aura la possibilité de se garer à l'emplacement qui lui sera défini, après autorisation du responsable du site. En aucun cas les véhicules ne devront occasionner de gêne dans les activités opérationnelles de la caserne.

- Locaux vestiaires / sanitaires : L'entreprise prévoira dans son offre leurs mises en place et leur entretien pendant la durée du chantier.

- Branchements : Les branchements en eau, électricité et raccordement au tout à l'égout seront compris dans l'offre de l'entreprise.

- Stockage des matériaux : Le stockage se fera, si nécessaire uniquement, sur les zones concernés par les travaux. L'entrepreneur reste responsable de toutes les dégradations et détournements de ses matériaux.

- Balisage du site : Le chantier devra être balisé et signalé selon la réglementation. Les entrées des bungalows et du Centre de Secours devront rester accessibles.

24.6 : Provenance et qualité des matières consommables et pièces de rechange

Les produits utilisés seront conformes à la réglementation en vigueur. Tous les matériaux sont de première qualité, et seront mis en œuvre suivant les règles de l'art. L'entrepreneur sera tenu de produire, à la demande du Maître d'Ouvrage, toutes justifications sur la provenance et la qualité des matériaux.

Tout matériau, couleur ou procédé de finition devront être validé par le Maître d'Ouvrage.

Tout matériau défectueux ou dont la mise en œuvre n'est pas satisfaisante sera refusé par le Maître d'Ouvrage et repris à la charge financière exclusive de l'entreprise.

Les fiches techniques des produits, matériaux et matériels seront remises avec l'offre.

24.7 : Rendez-vous de chantier

L'entrepreneur, devra obligatoirement assister aux rendez-vous de chantier pour lesquelles ils auront été convoqués, ainsi que tous les autres participants.

En cas d'absence, sauf cas de force majeure, une pénalité de cent cinquante Euros (150€) par absence constatée pourra être appliquée. Rappel § 16.

24.8 : Documents à remettre à la fin des travaux

A la fin des travaux, l'entrepreneur devra remettre au Maître d'Œuvre les documents suivants en triple exemplaire et une version CD exploitable :

- Les plans de recollement des réseaux VRD.
- Les dossiers des ouvrages exécutés.

24.9 : Règlement, norme, procédé de pose

Tous les ouvrages, objets du présent marché, devront être exécutés dans le respect des textes réglementaires, normatifs, DTU en vigueur à la date de réalisation des travaux.

24.10 : Variations de prestation

Des ajustements sur la quantité et les emplacements des ouvrages devront pouvoir être effectués sur le chantier lors de la réalisation afin de s'adapter au mieux aux besoins des utilisateurs avec l'accord du Maître d'Ouvrage. Ces ajustements se feront dans le respect de l'équilibre financier du marché.

ARTICLE 25 : CLAUSES TECHNIQUES – DESCRIPTIONS DES TRAVAUX

25.1 : Définition de l'opération

Réfection du parking, des regards et des abords de la voirie du CSP Péronne (bureau de proximité). Ces voiries seront prévues pour un trafic Poids Lourds.

25.2 : Description des travaux

25.2.1 : Travaux préparatoires

- Dépose et évacuation à la décharge agréée des dalles « evergreen ».
- Dépose de bordurette entre l'enrobée et les dalles evergreen.
- Terrassement et évacuation à la décharge agréée des déblais.
- Mise à niveau des regards et grilles, dépose et repose de bordures si nécessaire.

25.2.2 : Structure de chaussée

- Reprofilage de l'ensemble avec apport de GNT 0/31.5 calcaire sur 40 cm minimum avec la fourniture d'un géotextile anti contaminant de classe 5 minimum.
- Couche de cure.
- Fourniture et mise en œuvre de GB 0/14 classe 2 sur 8 cm.
- 4 essais de plaque pour la plate forme.

25.2.3 : Marquage de parking d'entrée au CS et parking et de sortie du parking

Suivant schéma joint, et disposition légale, marquage en résine de couleur au choix de la Maîtrise d'Ouvrage des stationnements et autres lignes.

25.2.4 : Marches accès aux bungalows

Il sera fixé au sol par chevilles chimiques dans l'enrobé un emmarchement en structure acier galvanisée et marches en caillebotis afin de permettre l'accès au bureau de proximité.

25.2.5 : Chemin d'accès provisoire des bungalows

Création en premier d'un chemin d'accès en sable stabilisé pour permettre aux personnels d'accéder aux bungalows.

Cf plan annexe n°3.

25.2.6 : Signalisation verticale

Mise en place de 2 panneaux de signalisation d'entrée et 1 panneau de signalisation de sortie du parking, 1 panneau de signalisation du bureau de proximité, 1 panneau sens interdit et deux panneaux stationnement handicapé.
Cf plan annexe n° 3.

ARTICLE 26 : MEMOIRE TECHNIQUE

Pour chaque lot, les candidats seront tenus de fournir un mémoire technique comprenant :

- Le délai d'exécution détaillé.
- Les fiches techniques des matériaux et équipements utilisés.
- Le mode opératoire des différentes phases d'intervention.
- Les moyens techniques et humains mis à disposition.

ARTICLE 27 : ANNEXES

5 annexes sont jointes au présent DAT :

Annexe 1 : Plan de masse.
Annexe 2 : Plan de l'existant.
Annexe 3 : Plan du projet.
Annexe 4 : Plan des réseaux existants.
Annexe 5 : 6 photos du parking.

Les échelles et les plans ne sont pas contractuels. Nous vous demandons de vous rendre sur le site afin de vérifier les dimensions et les surfaces exactes des travaux à exécuter.

ARTICLE 28 : PROCEDURES DE RECOURS

Instance chargée des procédures des recours : Tribunal Administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80 011 Amiens Cedex 01 ; Téléphone : 03 22 33 61 70 ; Télécopie : 03 22 33 61 71 ; Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus : Greffe du Tribunal Administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80 011 Amiens Cedex 01 ; Téléphone : 03 22 33 61 70 ; Télécopie : 03 22 33 61 71 ; Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr

A....., le soumissionnaire

Amiens, le **6 OCT 2014**

Pour le Président et par délégation
Le Directeur Départemental Adjoint (par intérim),

Lt-colonel Olivier PEYCRU